

Penser l'éducation : un impératif du projet communiste

Constat :

De l'orientation subie des élèves aux ordonnances de la loi travail, de l'évaluation des dès le CP aux mesures de contrôle des chômeurs, de la "réforme" du Bac aux "attendus" du plan étudiant... Macron, son gouvernement et sa majorité mettent en place, "à marche forcée", un projet économique, politique, idéologique et social d'une cohérence absolue. Parce qu'ils savent ce que "lutte de classes" veut dire et ont repris à leur compte le "classe-en-soi, classe-pour-soi" de Marx, les dirigeants et représentants du capitalisme version libérale mondialisée pensent l'Éducation et lui donnent une place centrale dans leur projet d'accapuration sans limite des richesses et d'augmentation du taux de profit.

Une cohérence dont témoignent la multiplicité et la convergence des écrits émanant de leurs instances politiques, décisionnaires, de leurs "think tanks" et autres lobbies... Il suffit, pour s'en convaincre, de lire quelques uns des textes, directives, qu'ils produisent depuis une vingtaine d'années :

- L'OCDE et, entre autres, sa "Brochure de l'Éducation et des compétences",
- L'Union européenne et sa Commission qui publie "Repenser l'Éducation",
- L'Association des Régions de France, qui publie "18 réformes pour relever les défis de la société des compétences et de la bataille pour l'emploi",
- Le Medef et son "Manifeste pour l'Éducation, l'enseignement supérieur et l'apprentissage",
- Le Ministère de Education Nationale et "Pour l'École de la confiance".

La liste n'est pas exhaustive, mais une mise en parallèle de ces textes indique clairement, jusque dans l'utilisation des mêmes mots, des mêmes concepts, des mêmes préconisations pour les uns et décisions pour les autres, comment le capitalisme, aujourd'hui, théorise et met en pratique les conditions de sa perpétuation.

Autre signe de cohérence, non des moindres ni des moins inquiétants : sa capacité à prendre en compte, dans ces préconisations, ces décisions et leur mise en oeuvre, les possibles contradictions qu'elles génèrent (inégalités croissantes, oppositions multiples portées par les aspirations à la justice sociale...). Le "pragmatisme d'un Blanquer, les "en-même-temps" d'un Macron sont ici à prendre au sérieux : Ils sont l'expression d'une pensée dialectique (c'est un comble!) en action, "en marche". Non pas seulement "éléments de langage", mais éléments stratégiques pensés pour une bataille idéologique visant à imposer comme allant de soi un "TINA" (There Is No Alternative) actualisé pour devenir définitif.

Cette capacité du capitalisme à penser certaines de ses propres contradictions, interdit de se contenter de croire qu'il aurait atteint de lui-même ses limites.

La centralité des questions d'éducation dans tout projet de société, dans tout projet politique, n'est pas nouvelle : Depuis plus de deux siècles, en France, elle irrigue l'histoire des luttes sociales, est toujours au carrefour de l'économique, du politique et de idéologique (Révolution Française, Commune de Paris, juin 36, plan Langevin-Wallon, mai-juin 68, public/privé...)

Cette centralité de l'éducation est aujourd'hui attestée par la multitude de travaux de recherche qui lui sont consacrées (sociologie, psychologie, pédagogie, politiques éducatives...), par le travail réalisé dans certains syndicats (Fsu, Cgt...) et certains mouvements pédagogiques progressistes (Gfen...) : Jamais le travail critique et prospectif n'a été aussi riche et divers qu'aujourd'hui.

Cette centralité de la question éducative est attestée par les attentes et les exigences sociales contradictoires qu'elle génère, par l'investissement des parents des classes populaires dans un système éducatif dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne leur facilite pas un tel investissement. Elle est également attestée par les luttes sociales qui se mènent régulièrement à l'occasion des mesures de carte scolaire, et pour exiger des mesures d'égalité, de justice sociale. (mouvements de parents à Marseille, Toulouse, en Seine-Saint-Denis...).

Ces recherches, attentes, exigences, luttes sociales sont -à condition d'être analysées, discutées, relayées dans le corps social- un matériau irremplaçable et indispensable pour penser/agir afin d'inverser le cours de la bataille idéologique au cœur de laquelle sont posées les questions d'éducation. Penser l'Education comme enjeu théorique/pratique de la lutte de classes, de l'émancipation possible des travailleurs par eux-mêmes, est alors un impératif, constitutif de tout projet communiste.

État des lieux :

Qu'en est-il dans le Parti Communiste Français en cette période de préparation d'un congrès que nous voulons extraordinaire ?

Force est de constater que l'Education est un impensé de ce congrès : Absente des "chantiers" proposés aux

militants, l'Éducation est reléguée au "hors chantiers" de la plate-forme de préparation du congrès. Elle n'y a, à ce jour, fait l'objet que d'une contribution (des membres de la commission de travail du Réseau école). Elle est également absente, en toute logique, des forums du 3 février et des initiatives nationales prévues dans le calendrier d'ici novembre.

On pourrait alors dire que l'Éducation est un impensé du Parti dans son ensemble.

- Paradoxe étrange, alors que nombre de militants sont partie prenante, voire initiateurs des recherches et des luttes évoquées plus haut.
- Paradoxe aussi, alors qu'existe un "Réseau École" qui peine à trouver sa place dans le cadre organisationnel - donc politique- du Parti.
- Paradoxe également, d'une revue, "Carnets rouges", qui suscite l'intérêt des lecteurs qu'elle rencontre et ne trouve pas sa place comme revue du Parti, notamment auprès de fédés qui ont toutes été invitées à en prendre connaissance et à s'y abonner.
- Paradoxe encore, lorsque des militants, dans leurs fédés, leurs sections, organisent comme ils le peuvent des débats, des rencontres sur les questions d'éducation, et que ces initiatives sont peu reprises, analysées mutualisées dans le Parti.
- Paradoxe enfin lorsqu'existe une brochure , "L' École en commun, pour un projet communiste de transformation du système éducatif", que le Réseau École a eu toutes les peines du monde à faire éditer, et que ce document reste peu diffusé, peu utilisé dans le Parti. Or, son titre et notamment le "pour" indiquent bien une volonté de ses concepteurs : Apporter des analyses, des propositions afin que les communistes, dans leur ensemble, à tous les niveaux, s'en emparent, les critiquent, les enrichissent et les mettent à l'épreuve du débat et des luttes.

Paradoxes ou contradictions ?

Il me semble que l'une des contradictions majeures à travailler dans le Parti à l'occasion du congrès, est celle que permet d'aborder le nom même de "Réseau" : Ce terme me semble substituer à une "verticalité" qui était induite par feu le centralisme démocratique, une transversalité dont il nous faut examiner les avancées qu'elle porte, mais aussi les limites auxquelles elle peut se heurter, afin de définir les conditions organisationnelles, donc politiques par lesquelles elle peut permettre de ((re)gagner une efficacité politique qui nous fait défaut aujourd'hui. Cette recherche d'efficacité oblige à penser collectivement une articulation de la transversalité et de la centralité.

Se pose alors un enjeu tout aussi essentiel. : Celui de la formation (politique, idéologique, pratique...) de militants qui ne sont plus aujourd'hui (tout à fait) les "exécutants" d'une politique et de décisions. "venues d'en haut", et pas encore les co-concepteurs d'une pensée globale articulée à des initiatives et actions "locales".

Propositions :

S'il paraît difficile de faire de l'éducation un chantier à part entière de notre congrès, on doit pouvoir faire en sorte :

- que les "animateurs" mettent à l'ordre du jour de l'une de leurs réunions de travail la question de l'éducation. Et qu'ils impulsent une réflexion sur ce sujet dans tout le Parti.
 - que l'initiative des "Rencontres pour l'éducation", organisée par le Réseau-École le 24 mars, trouve écho politique et relais dans le Parti et la préparation du congrès.
 - que la question de l'articulation Réseau/Parti soit clarifiée collectivement.
 - que la question de l'éducation et de ses enjeux sociaux, politiques et idéologiques, apparaisse en tant que telle dans les futurs documents soumis aux militants pour le congrès.
 - que soient examinées les conditions d'une dialectique pensée/pratiques communistes (transversalité /centralité). Ce qui implique de repenser et de développer la formation politique et idéologique de tous les militants (moi le premier...).
- Car, dans le Parti Communiste Français comme ailleurs (plus qu'ailleurs), le "Tous Capables", ferment indispensable de l'émancipation sociale, ça se construit.

Patrick Singéry.